

 **EQATEO**

1

PROBLEMES

1.1

CONCURRENCE

La principale source de profit de nos concurrents sont les transferts de fonds. Effectivement, nos concurrents font payer une certaine somme en échange de leur service. En revanche, African express, permet à ses utilisateurs de payer un abonnement en échange de plusieurs transferts plafonnés selon la formule choisie. De surcroît, nos concurrents sont très peu basés en Afrique comparé à notre service qui a pour objectif de desservir toute l'Afrique.

Le point commun de ces trois prestataires de services est qu'ils font payer les consommateurs au services et ne proposent pas d'abonnement. De surcroît, leur tarif est onéreux et il n'y en a qu'un seul qui dessert quelques pays d'Afrique. A titre d'exemple, une transaction sur le site Western Union peut varier entre 1€90 et 7€90.

1.2

SURLIQUIDITÉ EN AFRIQUE

Il existe très peu de banques en Afrique, ce qui favorise la circulation de monnaie fiduciaire. Dans les pays d'Afrique, les banques ont un comportement qui freine le circuit économique. Avec une rentabilité élevée (taux d'intérêt élevé). Les banques encouragent donc les gens à ne pas emprunter et donc les freine à épargner ce qui les pousse à ne pas déposer leurs argents et donc à les garder en liquide. Cette épargne très basse est un vrai problème car cela freine énormément l'investissement des consommateurs, en effet, beaucoup dépensent souvent la totalité de leur argent au lieu de l'investir.

Les données mondiales Findex montrent que 24 % seulement des adultes en Afrique subsaharienne ont un compte dans une institution financière formelle, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale (51 %).

L'épargne est une pratique répandue en Afrique subsaharienne avec 40 % des adultes ayant déclaré avoir épargné au cours des douze derniers mois. Cependant, cette épargne est en grande partie informelle dans la mesure où seulement 14 % des adultes confient leur épargne à des institutions financières formelles, alors que la moyenne mondiale est de 22 %. De même, emprunter auprès d'une institution financière (formelle) reste une exception : alors que 47 % des adultes ont emprunté au cours des douze derniers mois en AfSS, seulement 5 % d'entre eux ont contracté un emprunt auprès d'une institution financière formelle (la moyenne mondiale est de 9 %).

1.3

L'AFRIQUE, CONTINENT DES DISPARITÉS

On peut également souligner que 34% des ménages sur le continent vivent en dessous du seuil de pauvreté (1,9 dollar par jour). De surcroît, environ 40% de la richesse totale de l'Afrique est détenue par un petit nombre de personnes parmi les plus fortunées, qui représentent approximativement 0,0001% de la population. Le fossé entre riches et pauvres s'est ainsi élargi dans la plupart des pays d'Afrique, c'est le deuxième continent le plus inégalitaire. En revanche, le taux de pauvreté a augmenté de 2,7% en 2020 en raison de la pandémie.

BANQUES DIGITALES ET MOBILE-BANKING

La révolution digitale a débuté avec l'introduction du mobile banking par les opérateurs télécoms tels que Vodafone au Kenya. De plus, Les usages du mobile money ont évolué, passant des opérations transactionnelles (cash in et cash out, paiement de factures, versement de salaires, transferts de banque à mobile...) à des services financiers avancés (assurance, microfinance, etc.) et supportés par une digitalisation de plus en plus développée. Aujourd'hui l'Afrique compte 346 millions de comptes de mobile money enregistrés contre 120 millions de comptes bancaires. Cette dématérialisation a plusieurs objectifs : faciliter les démarches clients, conquérir de nouveaux clients et réduire les coûts de gestion des banques.

En parallèle, les fintechs bouleversent le marché bancaire depuis plusieurs années. Les Fintechs imposent aux établissements bancaires une nouvelle forme de concurrence dans un marché où la concurrence est déjà forte dans le transfert d'argent et dans le paiement. Ces concurrents occupent aujourd'hui une part de marché importante à travers leurs offres innovantes mobile money de transfert d'argent et de paiement mobile

1.5

**LES MARCHÉS
CLANDESTINS
EN AFRIQUE**

Il est enfin légitime d'exposer qu'à cause de cette surliquidité, le marché noir prolifère énormément. En effet, des personnes mal intentionnées profitent de la naïveté et de la détresse de la population pour leur faire circuler de l'alcool de contrebande, de faux médicaments ou même encore du trafic humain.

Ces pratiques passent inaperçues aux yeux des autorités grâce aux nombres de billets en circulation qui sont donc intraquables. Ce marché informel représenterait près de 55 % du produit intérieur brut (PIB) cumulé de l'Afrique subsaharienne, selon la Banque africaine de développement. De manière plus détaillée, l'Agence française de développement a relevé en 2006, après enquête sur le terrain, que 90 % des personnes actives exercent dans l'informel au Cameroun et au Sénégal, contre 80 % en Afrique du Sud, 50 % en Ethiopie et moins de 40 % au Maroc.

1.6

DEVELOPPEMENT DES CRYPTOMONNAIES EN AFRIQUE

On peut observer qu'en théorie les crypto-monnaies ne sont pas beaucoup développées en Afrique. Sauf dans quelques pays comme le Kenya qui est le pays africain où les cryptomonnaies sont le plus adoptées. Le rapport de Chainalysis classe le pays Est-Africain 5ème au monde et lui donne même le score le plus élevé en matière de transactions de pair à pair. Tout juste derrière, on retrouve le Nigeria qui était déjà selon les estimations datant de mars 2021, le 3ème pays utilisateur de cryptomonnaies après les Etats-Unis et la Russie. Selon plusieurs sources, le volume des transactions P2P de Bitcoin y a augmenté au premier semestre 2021 pour atteindre environ 204 millions \$. Les autres pays de ce top 5 comprennent le Togo, l'Afrique du Sud et le Ghana. Mis à part ces quelques pays, les autres pays d'Afrique ne sont pas vraiment friands de ce genre de service.

1.7

DIFFÉRENTES DEVICES EN AFRIQUE ET LEURS TAUX DE CHANGES

L'Afrique compte 44 devises différentes. Pour remédier à cela certains pays ont créé une monnaie commune : le franc CFA (CEMAC) qui est une collaboration avec la France et le franc CFA (UEMOA) qui est une collaboration de plusieurs pays d'Afrique. Malgré cette union il reste encore beaucoup de pays d'Afrique avec des monnaies différentes alors comment gère-t-il leurs taux de changes ? Ce sont les différentes banques centrales des pays d'Afrique qui gèrent les changes et la fluctuation de monnaie en Afrique. Ce qui veut donc dire qu'il est plus difficile d'échanger de la monnaie entre deux pays d'Afrique qui n'auraient pas la même monnaie. En revanche, l'union monétaire du franc CFA donne davantage de confiance et de stabilité aux échanges avec les pays extérieurs à l'Afrique.